



Conférence diplomatique sur la saisie conservatoire des navires



Distr.
GÉNÉRALE

A/CONF.188/3/Add.1
11 janvier 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS/ARABE/
FRANÇAIS

Genève, 1er mars 1999
Point 8 de l'ordre du jour provisoire

ÉLABORATION ET ADOPTION D'UNE CONVENTION SUR LA SAISIE CONSERVATOIRE DES NAVIRES

Compilation d'observations et de propositions de gouvernements, d'organismes
intergouvernementaux et d'organisations non gouvernementales sur le projet
d'articles pour une convention sur la saisie conservatoire des navires

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	1
COMPILATION D'OBSERVATIONS ET DE PROPOSITIONS	2 - 13
MADAGASCAR	2 - 7
MAROC	8 - 13

INTRODUCTION

1. On trouvera ci-après les observations et propositions relatives au projet d'articles pour une convention sur la saisie conservatoire des navires qui ont été reçues entre le 16 octobre et le 31 décembre 1998. Elles ont été communiquées par Madagascar et par le Maroc.

COMPILATION D'OBSERVATIONS ET DE PROPOSITIONS

MADAGASCAR

[Original : FRANÇAIS]

Article premier - Définitions

2. Cet article devrait être complété par les définitions des termes "affréteur en dévolution", "armateur gérant", "Mortgage", pour éviter toute équivoque. En effet, la différence n'est pas du tout évidente entre les expressions suivantes :

- affréteur en dévolution et affréteur coque nue
- armateur gérant et exploitant du navire
- hypothèque et mortgage

Article 3 - Exercice de droit de saisie

3. La notion de créance délictuelle introduite dans l'alinéa a) v) du paragraphe 1) devrait être étendue aux amendes encourues par le navire ou son équipage.

Article 4 - Mainlevée de la saisie

4. Le droit de la personne qui a constitué une sûreté devrait être limité à la possibilité de demander la réduction de cette sûreté. En effet, il serait inutile de lui demander de verser une caution si, en vertu des dispositions du paragraphe 5) de l'article 4, elle peut demander l'annulation auprès du tribunal.

Article 6 - Protection des propriétaires et affréteurs en dévolution de navires saisis

5. Le paragraphe 1) de cet article devrait être modifié de façon que l'autorisation de saisir un navire ou de maintenir une saisie déjà effectuée ne soit pas systématiquement subordonnée à la constitution d'une sûreté par le créancier saisissant. En effet, il peut arriver que le créancier n'ait pas le moyen de constituer une caution. C'est le cas d'un membre de l'équipage dont le salaire n'a pas été réglé.

6. Par ailleurs, si la constitution préalable d'une sûreté est nécessaire, le montant de celle-ci ne devrait pas dépasser celui de la créance alléguée.

7. Enfin, le paragraphe 5) de cet article appelle les mêmes observations que celles qui ont été formulées pour l'article 4.

MAROC

[Original : ARABE]

8. Le projet de convention est fort important. Son libellé est clair et bien structuré et l'article premier, en particulier, donne de nombreuses définitions qui devraient aider à dissiper toute ambiguïté susceptible d'entraver l'application de la convention.

9. Nous constatons toutefois que, dans certains domaines, le projet est en contradiction avec le droit privé marocain. Par exemple, l'article premier prévoit que les navires peuvent être saisis à titre de mesure conservatoire uniquement pour garantir une créance d'ordre maritime, alors que le droit marocain autorise la saisie conservatoire quel que soit le type de créance (article 110 du Code maritime).

10. Le paragraphe 1 de l'article 2 du projet de convention, qui dispose qu'un navire ne peut être saisi que par décision d'un tribunal de l'État contractant où la saisie est pratiquée, est également incompatible avec l'article 110 du Code maritime marocain, lequel permet aussi la saisie en application d'un instrument exécutoire.

11. Il y a en outre conflit entre l'article 111 du Code maritime marocain, qui exclut la saisie d'un navire entre le moment où le capitaine a reçu l'autorisation d'appareiller et la fin du voyage, et le paragraphe 3 de l'article 2 du projet de convention, qui autorise la saisie même si le navire est prêt à appareiller ou s'il a déjà appareillé.

12. De surcroît, l'article 4 du projet de convention prévoit qu'un navire qui a été saisi peut être libéré lorsqu'une sûreté a été constituée, et que si les parties intéressées ne parviennent pas à un accord, elles peuvent demander au tribunal de déterminer la nature et le montant de la sûreté, qui ne doit en aucun cas excéder la valeur du navire. À notre avis, cette disposition servirait les intérêts des armateurs ou affréteurs étrangers, au détriment de ceux des créanciers marocains.

13. Bref, le projet de convention vise simplement à protéger les intérêts de pays développés, comme le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique, qui ont une longue histoire maritime ou une importante marine marchande et qui, soucieux de mettre leurs navires à l'abri de saisies qui empêcheraient leur exploitation, cherchent ainsi à restreindre le champ d'application des règles concernant la saisie conservatoire.
